



MAISONS
DU MONDE

Rapport Financier Semestriel 2019 

AU 30 JUIN

Sommaire

1

Rapport d'activité semestriel	3
1.1 Résultats des activités du Groupe	4
1.2 Trésorerie et capitaux du Groupe	10
1.3 Événements postérieurs	12
1.4 Perspectives	12

2

États financiers consolidés intermédiaires condensés	15
2.1 Compte de résultat consolidé intermédiaire	16
2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire	17
2.3 État de la situation financière consolidée intermédiaire	18
2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	20
2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	21
2.6 Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	30
2.7 Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	36
2.8 Informations complémentaires	43

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	46
---	-----------

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel	47
---	-----------

Rapport Financier Semestriel 2019

au 30 juin

Maisons du Monde, créateur d'univers originaux dans le secteur de l'aménagement de la maison, propose une gamme unique d'articles de décoration et de meubles à des prix abordables, déclinée selon des thèmes très variés qui permettent à ses clients d'exprimer

leurs propres styles et goûts.



Rapport d'activité semestriel

1

1.1	Résultats des activités du Groupe	4	1.3	Événements postérieurs	12
1.2	Trésorerie et capitaux du Groupe	10	1.4	Perspectives	12



1.1 Résultats des activités du Groupe

1.1.1 INDICATEURS CLÉS

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DU PREMIER SEMESTRE 2019 ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin		
	2019	2018	% Variation
Ventes	564,0	507,0	+ 11,2 %
Dont Maisons du Monde	543,8	501,2	+ 8,5 %
% Variation à périmètre comparable	+4,4 %	+ 4,8 %	-
Dont Modani	20,3	5,8	n/a
Marge brute	360,7	329,7	+ 9,4 %
En % des ventes	64,0 %	65,0 %	(110) pbs
EBITDA	45,6	48,0	- 4,9 %
En % des ventes	8,1 %	9,5 %	(140) pbs
EBIT	26,7	30,6	- 12,9 %
En % des ventes	4,7 %	6,0 %	(130) pbs
Résultat net	7,2	8,1	- 11,3 %
Flux de trésorerie disponible	(15,1)	(62,0)	n/a
Endettement net	204,2	213,1	- 4,2 %
Ratio de levier financier ⁽¹⁾ (x)	1,4 x	1,5 x	(0,1) x

(1) Endettement net divisé par l'EBITDA des douze derniers mois (incluant Modani sur une base pro forma pour la période close le 30 juin 2018, hors dettes relatives à l'earn-out et à l'option de vente au 30 juin 2018 et hors dettes relatives à l'option de vente au 30 juin 2019).

1.1.2 ANALYSE DES VENTES

RÉSUMÉ DES VENTES POUR LE PREMIER SEMESTRE 2019

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin		
	2019	2018	% Variation
Ventes par zone géographique			
France	307,5	299,4	+ 2,7 %
International	256,5	207,7	+ 23,5 %
TOTAL VENTES	564,0	507,0	+ 11,2 %
France (%)	54,5 %	59,0 %	-
International (%)	45,5 %	41,0 %	-
TOTAL VENTES (%)	100,0 %	100,0 %	-
Ventes par canal de distribution			
Réseau de magasins	415,1	386,2	+ 7,5 %
Ventes en ligne	148,9	120,8	+ 23,3 %
TOTAL VENTES	564,0	507,0	+ 11,2 %
Réseau de magasins (%)	73,6 %	76,2 %	-
Ventes en ligne (%)	26,4 %	23,8 %	-
TOTAL VENTES (%)	100,0 %	100,0 %	-
Ventes par catégorie de produits			
Décoration	285,8	264,3	+ 8,1 %
Meubles	278,2	242,7	+ 14,6 %
TOTAL VENTES	564,0	507,0	+ 11,2 %
Décoration (%)	50,7 %	52,1 %	-
Meubles (%)	49,3 %	47,9 %	-
TOTAL VENTES (%)	100,0 %	100,0 %	-

(1) Avant impact IFRS 16. Pour plus d'informations, se référer à la note 2.2 « Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur » du Chapitre 2 « États financiers consolidés intermédiaires condensés » du présent Rapport financier semestriel.

Maisons du Monde a réalisé des ventes de 564,0 millions d'euros au premier semestre 2019, en hausse de 11,2 % par rapport au premier semestre 2018. La croissance des ventes à périmètre comparable a été de 4,4 % sur la période, reflétant la solidité de la stratégie omnicanale et internationale du Groupe. Cette performance a été réalisée tenant compte d'une base de comparaison forte (croissance à périmètre comparable de 4,8 % au premier semestre 2018) et d'un environnement commercial peu porteur en France. La croissance des ventes à périmètre comparable a accéléré au deuxième trimestre (+ 6,5 %) par rapport au premier trimestre (+ 2,4 %). La dynamique de croissance est restée forte pour les ventes en ligne (+ 23,3 %) et les activités à l'international (+ 23,5 %), représentant respectivement environ 26 % et 45 % des ventes du Groupe.

Au premier semestre 2019, Maisons du Monde a poursuivi la mise en œuvre du plan de développement de son réseau de magasins, avec 13 ouvertures brutes, dont 6 en France et 7 à l'international, dont son premier magasin au Portugal. Six autres magasins ont été fermés pour repositionnement sur la période (dont 3 en France, 1 en Belgique et 2 en Italie), dans le cadre de la gestion active du portefeuille de magasins du Groupe. Au 30 juin 2019, Maisons du Monde opérait 343 magasins dans 10 pays, avec une surface de vente de 395 400 m², en hausse d'environ 8 200 m² par rapport au 31 décembre 2018. Par ailleurs, deux nouveaux showrooms Modani ont été ouverts sur la période, portant le total à 15 magasins aux États-Unis au 30 juin 2019.

A. Évolution des ventes par zone géographique

Au premier semestre 2019, les ventes du Groupe en France ont atteint 307,5 millions d'euros, soit 54,5 % des ventes, en hausse de 2,7 % comparé au premier semestre 2018, en raison d'une solide croissance des ventes en ligne, de l'ouverture nette de 3 nouveaux magasins sur la période, de l'effet sur le semestre des ouvertures de magasins réalisées en 2018, et malgré un environnement commercial peu porteur. Les ventes du Groupe à l'International ont atteint 256,5 millions d'euros au premier

semestre 2019, soit 45,5 % des ventes, en hausse de 23,5 % par rapport au premier semestre 2018, reflétant la poursuite de la forte croissance des ventes en ligne, l'ouverture nette de 4 nouveaux magasins sur la période, l'effet sur le semestre des ouvertures de magasins réalisées en 2018, ainsi que la contribution de Modani aux ventes du Groupe sur l'ensemble du premier semestre 2019 (contre deux mois au premier semestre 2018).

B. Évolution des ventes par canal de distribution

Au premier semestre 2019, les ventes réalisées en magasins ont atteint 415,1 millions d'euros, soit 73,6 % des ventes, en hausse de 7,5 % par rapport au premier semestre 2018, reflétant l'ouverture nette de 7 nouveaux magasins sur la période et la contribution de Modani sur l'ensemble du premier semestre 2019 (contre deux mois au premier semestre 2018). Les ventes en ligne ont totalisé 148,9 millions d'euros au premier semestre 2019, en hausse de 23,3 % par rapport au premier semestre 2018. La contribution des ventes en ligne aux ventes du Groupe a progressé significativement sur la période, à 26,4 % au premier semestre 2019 contre 23,8 % au premier semestre 2018, soulignant la pertinence et la force de la stratégie omnicanale de Maisons du Monde.

C. Évolution des ventes par catégorie de produit

Au premier semestre 2019, les ventes d'articles de décoration ont atteint 285,8 millions d'euros, soit 50,7 % des ventes, en hausse de 8,1 % comparé au premier semestre 2018, tandis que les ventes de meubles ont totalisé 278,2 millions d'euros, soit 49,3 % des ventes, en progression de 14,6 % par rapport au premier semestre 2018. Cette performance a notamment reflété la forte croissance des ventes en ligne, qui ont un mix d'activité plus concentré sur le meuble, ainsi que la contribution de Modani sur l'ensemble du premier semestre 2019 (contre deux mois au premier semestre 2018).

1.1.3 ANALYSE DE L'EBITDA

RÉPARTITION DE L'EBITDA PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin		
	2019	2018	% Variation
France	52,8	54,2	- 2,6 %
International	29,7	26,6	+ 11,7 %
Segment Siège ⁽¹⁾	(36,9)	(32,8)	+ 12,4 %
EBITDA	45,6	48,0	- 4,9 %

(1) Se reporter à la note 5 « Information sectorielle » de la Section 2.6 « Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire » du Chapitre 2 « États financiers consolidés intermédiaires condensés » du présent Rapport financier semestriel.

Au premier semestre 2019, l'EBITDA a atteint 45,6 millions d'euros, en baisse de 4,9 % par rapport au premier semestre 2018, soit une marge d'EBITDA de 8,1 %, en recul de 140 points de base. Cette baisse anticipée a résulté (i) d'un repli de la marge brute, lié à un effet de change défavorable, une activité promotionnelle ponctuellement accrue et, dans une moindre mesure, une part plus importante des ventes de meubles dans le mix produits, (ii) d'une

pression temporaire sur les coûts logistiques et marketing chez Modani en raison de sa rapide expansion, et (iii) de la poursuite de la hausse des dépenses publicitaires de Maisons du Monde et des investissements dans des initiatives de croissance, en partie compensé par (iv) un levier opérationnel positif et une gestion efficace des coûts.

(1) Avant impact IFRS 16. Pour plus d'informations, se référer à la note 2.2 « Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur » du Chapitre 2 « États financiers consolidés intermédiaires condensés » du présent Rapport financier semestriel.

A. Évolution de l'EBITDA en France

En France, l'EBITDA a atteint 52,8 millions d'euros au premier semestre 2019, en baisse de 2,6 % comparé au premier semestre 2018, reflétant notamment (i) la baisse de la marge brute du Groupe sur la période et (ii) la poursuite de ses investissements dans des initiatives visant à soutenir sa croissance, en partie compensé par (iii) l'effet de périmètre lié aux ouvertures de nouveaux magasins. En pourcentage des ventes en France, la marge d'EBITDA (hors segment Siège) a atteint 17,2 % au premier semestre 2019 contre 18,1 % au premier semestre 2018.

B. Évolution de l'EBITDA à l'international

À l'international, l'EBITDA a atteint 29,7 millions d'euros au premier semestre 2019, en hausse de 11,7 % par rapport au premier semestre 2018, reflétant notamment (i) la forte croissance des ventes à périmètre comparable et (ii) l'effet de périmètre lié aux ouvertures de nouveaux magasins, en partie compensé par (iii) une pression temporaire sur les coûts logistiques et marketing chez Modani en raison de sa rapide expansion. En pourcentage des ventes à l'international, la marge d'EBITDA (hors segment Siège) s'est élevée à 11,6 % au premier semestre 2019 contre 12,8 % au premier semestre 2018.

1.1.4 ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin	
	2019	2018
Ventes	564,0	507,0
Ventes aux franchisés et ventes promotionnelles	3,0	2,9
Autres produits de l'activité	14,2	12,0
Chiffre d'affaires	581,2	522,0
Coût des ventes	(203,3)	(177,3)
Charges de personnel	(112,4)	(102,4)
Charges externes	(225,9)	(200,8)
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	(18,9)	(17,4)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	4,6	(0,8)
Autres produits d'exploitation	1,2	0,9
Autres charges d'exploitation	(3,9)	(2,9)
Résultat opérationnel courant	22,6	21,2
Autres produits et charges opérationnels	(3,1)	(2,7)
Résultat opérationnel	19,5	18,5
Résultat financier	(4,7)	(4,5)
Quote-part du résultat des sociétés mise en équivalence	-	-
Résultat avant impôt	14,8	14,0
Impôt sur le résultat	(7,6)	(5,9)
RÉSULTAT NET	7,2	8,1

(1) Avant impact IFRS 16. Pour plus d'informations, se référer à la note 2.2 « Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur » du Chapitre 2 « États financiers consolidés intermédiaires condensés » du présent Rapport financier semestriel.

A. Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2019, les **ventes** du Groupe ont atteint 564,0 millions d'euros, en hausse de 11,2 % par rapport au premier semestre 2018. Cette performance a reflété (i) une croissance de 4,4 % des ventes à périmètre comparable, (ii) un effet périmètre lié à l'ouverture nette de 7 nouveaux magasins sur la période, (iii) l'effet sur le semestre des ouvertures de magasins réalisées en 2018 et (iv) la contribution de Modani aux ventes du Groupe sur l'ensemble du premier semestre 2019 (contre deux mois au premier semestre 2018).

La contribution des autres produits a atteint 17,2 millions d'euros au premier semestre 2019 comparé 14,9 millions d'euros au premier semestre 2018, du fait principalement de l'augmentation du volume de services de transport vendus, en lien avec l'évolution des ventes.

Compte tenu de tous ces éléments, le **chiffre d'affaires consolidé** du Groupe a atteint 581,2 millions d'euros au premier semestre 2019, en hausse de 59,2 millions d'euros, soit 11,3 %, comparé au premier semestre 2018.

B. Marge brute

Le **coût des ventes** a augmenté de 26,0 millions d'euros, soit 14,7 %, à 203,3 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 177,3 millions d'euros au premier semestre 2018. En pourcentage des ventes, le coût des ventes a atteint 36,0 % au premier semestre 2019 contre 35,0 % au premier semestre 2018. Cette évolution a résulté (i) d'un effet de change défavorable, (ii) d'une activité promotionnelle ponctuellement accrue et (iii), dans une moindre mesure, d'une part plus importante des ventes de meubles dans le mix produits.

Au premier semestre 2019, le Groupe a ainsi enregistré une **marge brute** de 360,7 millions d'euros, soit 64,0 % des ventes, contre 329,7 millions d'euros, soit 65,0 % des ventes, au premier semestre 2018.

C. Résultat opérationnel courant

Les **charges de personnel** ont augmenté de 10,0 millions d'euros, soit 9,7 %, à 112,4 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 102,4 millions d'euros au premier semestre 2018, l'effectif moyen en équivalent temps plein (ETP) étant passé de 6 212 au 30 juin 2018 à 6 595 au 30 juin 2019. Cette augmentation a principalement reflété (i) l'ouverture de nouveaux magasins et (ii) l'impact sur le semestre des ressources supplémentaires au niveau du siège recrutées en 2018 et sur le début d'année 2019.

En pourcentage des ventes, les frais de personnel ont atteint 19,9 % au premier semestre 2019, contre 20,2 % au premier semestre 2018, en raison principalement de (i) la relative stabilité des charges de personnel des magasins comparables dans un contexte de croissance des ventes et (ii) l'évolution de la répartition des ventes par canal de distribution, les coûts de personnel étant moins élevés pour les ventes en ligne (qui ont affiché une plus forte croissance que celle des ventes en magasins sur la période), compensé par (iii) une hausse de 0,9 million d'euros des paiements fondés sur des actions (charges sociales incluses).

Les **charges externes** ont augmenté de 25,1 millions d'euros, soit 12,5 %, à 225,9 millions d'euros au premier semestre 2019, contre 200,8 millions d'euros au premier semestre 2018, en raison principalement de (i) la hausse de 25,0 % des coûts de transport résultant de la croissance des ventes et d'un volume plus important de prestations de transport réalisées par des tiers suite à la cession de Distri-Meubles au premier semestre 2018, (ii) l'augmentation de la surface de vente liée aux ouvertures nettes de magasins, celle-ci étant passée d'environ 371 100 mètres carrés au 30 juin 2018 à environ 395 400 mètres carrés au 30 juin 2019, entraînant une hausse des loyers et charges afférentes et des charges de réparation et d'entretien, (iii) l'augmentation prévue des dépenses publicitaires et (iv) une hausse des autres charges externes, reflétant principalement l'impact de charges de sous-traitance logistique chez Modani.

En pourcentage des ventes, les charges externes ont atteint 40,1 % au premier semestre 2019 contre 39,6 % au premier semestre 2018. Cette évolution a notamment résulté (i) de la poursuite par le Groupe de ses investissements visant à soutenir la croissance de ses ventes, en particulier dans le marketing, l'IT et la data, et (ii) d'une pression temporaire sur les coûts logistiques et marketing chez Modani liée à sa rapide expansion, en partie compensé par (iii) la bonne gestion par le Groupe de ses coûts opérationnels en magasin.

Les **dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations** ont augmenté de 1,6 million d'euros, soit 9,1 %, à 18,9 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 17,4 millions d'euros au premier semestre 2018, du fait principalement des dotations aux amortissements des immobilisations liées aux ouvertures de nouveaux magasins en 2018 et 2019.

En pourcentage des ventes, les dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations ont atteint 3,4 % au premier semestre 2019, un niveau stable comparé au premier semestre 2018.

La **variation de la juste valeur des instruments dérivés financiers**, qui couvrent ou qui permettent de couvrir l'ensemble des achats de marchandises et du transport maritime libellés en dollars US du Groupe a été un produit de 4,6 millions d'euros au premier semestre 2019 contre une charge de 0,8 million d'euros au premier semestre 2018.

Les **autres produits et charges d'exploitation** ont représenté une charge nette de 2,7 millions d'euros au premier semestre 2019 contre une charge nette de 2,1 millions d'euros au premier semestre 2018. Cette évolution a principalement reflété (i) une hausse des charges liées aux repositionnements de magasins dans le cadre de la gestion active du portefeuille de magasins du Groupe et (ii) des litiges commerciaux, qui par nature peuvent être volatiles.

Au premier semestre 2019, le Groupe a ainsi enregistré un **résultat opérationnel courant** de 22,6 millions d'euros contre 21,2 millions d'euros au premier semestre 2018. Hors variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, le résultat opérationnel courant a atteint 18,0 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 22,0 millions d'euros au premier semestre 2018.

D. Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** ont représenté une charge nette de 3,1 millions d'euros au premier semestre 2019 contre une charge nette de 2,7 millions d'euros au premier semestre 2018, incluant notamment (i) des coûts liés aux fermetures de magasins non repositionnés (1,0 million d'euros), (ii) une provision pour risque dans le cadre d'un litige commercial (0,5 million d'euros) et (iii) des charges de restructuration (0,5 million d'euros).

Au premier semestre 2019, le Groupe a ainsi enregistré un **résultat opérationnel** de 19,5 millions d'euros, contre 18,5 millions d'euros au premier semestre 2018.

E. Résultat financier

Le **résultat financier** a représenté une charge nette de 4,7 millions d'euros au premier semestre 2019 contre une charge nette de 4,5 millions d'euros au premier semestre 2018. Le coût de l'endettement net a enregistré une hausse de 0,2 million d'euros, à 3,3 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 3,1 millions d'euros au premier semestre 2018, incluant une charge IFRS sans impact sur la trésorerie de 2,2 millions d'euros relative aux obligations convertibles (« OCEANE »).

F. Impôt sur le résultat

L'**impôt sur le résultat** a représenté une charge de 7,6 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 5,9 millions d'euros au premier semestre 2018, reflétant un impôt exigible de 7,6 millions d'euros (contre 6,2 millions d'euros au premier semestre 2018), y compris taxes commerciales incluant la CVAE (France), l'IRAP (Italie) et la Gewerbesteuer (Allemagne) de 3,4 millions d'euros (contre 2,9 millions d'euros au premier semestre 2018).

G. Résultat net

Au premier semestre 2019, le Groupe a enregistré un **bénéfice** de 7,2 millions d'euros contre 8,1 millions d'euros au premier semestre 2018.

1.1.5 INDICATEURS FINANCIERS NON-IFRS

Le Groupe a adopté la norme IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 et a décidé d'appliquer la méthode rétrospective simplifiée. En conséquence, les données des exercices antérieurs sont présentées conformément aux méthodes comptables appliquées précédemment, telles que présentées dans les états financiers

consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Afin de faciliter la comparaison avec les périodes précédentes, le Groupe présente des indicateurs financiers retraités de l'impact IFRS 16, incluant l'EBITDA, l'EBIT, le résultat net, le flux de trésorerie disponible et l'endettement net.

RÉCONCILIATION DE L'EBITDA

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin	
	2019	2018
Résultat opérationnel courant avant impact IFRS 16	22,6	21,2
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	18,9	17,4
Juste valeur des instruments financiers dérivés	(4,6)	0,8
Frais de pré-ouverture	0,8	0,9
Prorata – dépenses liées aux catalogues	7,0	6,9
Prorata – taxes (IFRIC 21)	0,9	0,8
EBITDA	45,6	48,0
Impact IFRS 16	51,4	-
EBITDA APRÈS IMPACT IFRS 16	97,1	48,0

RÉCONCILIATION DE L'EBIT

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin	
	2019	2018
EBITDA avant impact IFRS 16	45,6	48,0
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	(18,9)	(17,4)
EBIT	26,7	30,6
Impact IFRS 16	3,5	-
EBIT APRÈS IMPACT IFRS 16	30,2	30,6

RÉCONCILIATION DU RÉSULTAT NET

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin			
	2019 Pré IFRS 16	Impact IFRS 16	2019 IFRS 16	2018 Pré IFRS 16
Résultat opérationnel courant	22,6	3,5	26,1	21,2
Autre produits et charges opérationnels	(3,1)	-	(3,1)	(2,7)
Résultat opérationnel	19,5	3,5	23,0	18,5
Coût de l'endettement net	(3,3)	-	(3,3)	(3,1)
Coût de l'endettement « contrats de location »	-	(6,1)	(6,1)	-
Produits financiers	0,8	-	0,8	0,9
Charges financières	(2,3)	0,1	(2,2)	(2,3)
Résultat financier	(4,7)	(6,1)	(10,8)	(4,5)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-
Résultat avant impôt	14,8	(2,6)	12,2	14,0
Impôt sur le résultat	(7,6)	0,8	(6,8)	(5,9)
RÉSULTAT NET	7,2	(1,8)	5,4	8,1

RÉCONCILIATION DU FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin			
	2019 Pré IFRS 16	Impact IFRS 16	2019 IFRS 16	2018 Pré IFRS 16
EBITDA	45,6	51,4	97,1	48,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	0,3	-	0,3	(44,2)
Impôt sur le résultat payé	(18,2)	-	(18,2)	(3,2)
Frais de pré-ouverture	(0,8)	-	(0,8)	(0,9)
Prorata – dépenses liées aux catalogues	(7,0)	-	(7,0)	(6,9)
Prorata – taxes (IFRIC 21)	(0,9)	-	(0,9)	(0,8)
Variation des autres éléments liés aux activités opérationnelles	1,0	-	1,0	(0,7)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (A)	20,1	51,4	71,5	(8,7)
Dépenses d'investissement	(23,4)	-	(23,4)	(15,9)
Acquisition d'immobilisations financières	(4,2)	-	(4,2)	0,0
Acquisition de filiales (nettes de la trésorerie acquise)	0,0	-	0,0	(36,3)
Variation des dettes sur immobilisations	(8,0)	-	(8,0)	(1,1)
Produits des cessions d'actifs non-courants	0,4	-	0,4	0,0
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (B)	(35,2)	-	(35,2)	(53,3)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE (A)+(B)	(15,1)	51,4	36,4	(62,0)

RÉCONCILIATION DE L'ENDETTEMENT NET

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2019	2018
Emprunt obligataire convertible	180,0	175,8
Ligne de crédit à long terme	49,7	49,5
Facilités de crédit renouvelables	(0,6)	19,1
Autres emprunts	0,0	1,2
Locations-financements	4,5	3,1
Dépôts et garanties	0,5	0,5
Découverts bancaires	0,8	3,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(30,7)	(39,1)
ENDETTEMENT NET	204,2	213,1
Impact IFRS 16	625,2	-
ENDETTEMENT NET APRÈS IMPACT IFRS 16	829,5	213,1

1.2 Trésorerie et capitaux du Groupe

1.2.1 ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE ⁽¹⁾

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2018 et 2019.

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin	
	2019	2018
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	20,1	(8,7)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(35,2)	(53,3)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	(11,6)	(2,4)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(26,6)	(64,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	56,6	100,1
Variation nette de la trésorerie	(26,6)	(64,4)
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0,0	0,3
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	29,9	36,0

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement et les flux de trésorerie avant activités de financement pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2018 et 30 juin 2019.

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin	
	2019	2018
EBITDA	45,6	48,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	0,3	(44,2)
Impôt sur le résultat payé	(18,2)	(3,2)
Frais de pré-ouverture	(0,8)	(0,9)
Prorata – dépenses liées aux catalogues	(7,0)	(6,9)
Prorata – taxes (IFRIC 21)	(0,9)	(0,8)
Variation des autres éléments liés aux activités opérationnelles	1,0	(0,7)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	20,1	(8,7)
Dépenses d'investissement	(23,4)	(15,9)
Acquisition d'immobilisations financières	(4,2)	0,0
Acquisition de filiales (nettes de la trésorerie acquise)	0,0	(36,3)
Variation des dettes sur immobilisations	(8,0)	(1,1)
Produits des cessions d'actifs non-courants	0,4	0,0
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	(35,2)	(53,3)
Produits de la souscription d'emprunts	-	20,1
Remboursement d'emprunts	(11,0)	(0,8)
Acquisitions (nettes) d'actions propres	0,2	(1,1)
Dividendes versés	-	(19,9)
Intérêts payés	(0,8)	(0,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(11,6)	(2,4)
Flux de trésorerie avant activités de financement	(15,1)	(62,0)

(1) Avant impact IFRS 16. Pour plus d'informations, se référer à la note 2.2 « Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur » du Chapitre 2 « États financiers consolidés intermédiaires condensés » du présent Rapport financier semestriel.

Les **activités opérationnelles du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie positive de 20,1 millions d'euros au premier semestre 2019 (contre une variation nette négative de 8,7 millions d'euros au premier semestre 2018), reflétant principalement : (i) un gain de 37,9 millions d'euros du résultat avant impôt de la période après retraitement du coût de l'endettement net pour 3,3 millions d'euros et d'une charge de 19,8 millions d'euros sans incidence sur la trésorerie (incluant notamment les dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations pour 21,5 millions d'euros, les paiements fondés sur les actions pour 1,3 million d'euros, et une variation positive de 4,6 millions d'euros de la juste valeur des instruments dérivés de couverture), (ii) une variation positive de 0,3 million d'euros du besoin en fonds de roulement opérationnel et (iii) un décaissement de 18,2 millions d'euros attribuable au paiement de l'impôt sur le résultat.

La **variation du besoin en fonds de roulement opérationnel** a eu un impact positif sur la trésorerie de 0,3 millions d'euros au premier semestre 2019 (contre un impact négatif de 44,2 millions d'euros au premier semestre 2018), lié à (i) la diminution des stocks de 25,5 millions d'euros et (ii) l'augmentation des dettes fournisseurs et autres dettes de 5,6 millions d'euros, en partie compensées par (iii) l'augmentation des créances clients et autres créances de 30,8 millions d'euros (en raison notamment d'une hausse des avances fournisseurs comparé au 31 décembre 2018).

La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel provient principalement de l'évolution des stocks qui ont baissé compte tenu de la décision du Groupe de réduire ses stocks magasin afin de préparer la mise en place d'une offre plus lisible pour ses clients.

Les **opérations d'investissement du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie négative de 35,2 millions d'euros au premier semestre 2019 (contre une variation nette négative de 53,3 millions d'euros au premier semestre 2018), incluant principalement des dépenses d'investissement de 23,4 millions d'euros, dont environ 52 % étaient liés à des investissements de développement engagés pour l'ouverture de 13 nouveaux magasins (données brutes).

Les **opérations de financement du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie négative de 11,6 millions d'euros au premier semestre 2019 (contre une variation nette négative de 2,4 millions d'euros au premier semestre 2018), reflétant principalement : (i) le remboursement de la facilité de crédit renouvelable pour 10,0 millions d'euros et (ii) le paiement d'intérêts pour 0,8 million d'euros (relatifs principalement à l'emprunt à long terme et à la facilité de crédit renouvelable). Par ailleurs, un paiement de dividendes aux actionnaires de 19,9 millions d'euros avait été réalisé par le Groupe au mois de juin en 2018, alors qu'il a été réalisé au mois de juillet en 2019, pour 21,2 millions d'euros.

1.2.2 RESSOURCES FINANCIÈRES ⁽¹⁾

L'évolution de l'endettement net entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019 s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Effet sur la trésorerie			Sans effet sur la trésorerie				30 juin 2019
	31 décembre 2018	Augmentation	Diminution	Frais d'émission	Locations-financements	Effet des variations Intérêts de change		
Emprunt obligataire convertible	177,8	-	-	0,2	-	2,1	-	180,0
Ligne de crédit à long terme	49,6	-	(0,3)	0,1	-	0,3	-	49,7
Facilités de crédit renouvelables	9,3	-	(10,3)	0,2	-	0,3	-	(0,6)
Autres emprunts	0,4	-	(0,5)	0,0	-	0,1	0,0	-
Locations-financements	4,6	-	-	-	(0,0)	-	-	4,5
Dépôts et cautionnements	0,5	-	-	-	-	-	-	0,5
Découverts bancaires	0,6	0,2	-	-	-	-	-	0,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(57,2)	-	26,5	-	-	-	-	(30,7)
ENDETTEMENT NET	185,5	0,2	15,3	0,4	(0,0)	2,8	0,0	204,2

(1) Avant impact IFRS 16. Pour plus d'informations, se référer à la note 2.2 « Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur » du Chapitre 2 « États financiers consolidés intermédiaires condensés » du présent Rapport financier semestriel.

1.3 Événements postérieurs

Le Groupe n'a pas identifié d'événement significatif postérieur au 30 juin 2019 autre que celui décrit ci-dessous :

1.3.1 MODIFICATION DU RATIO DE CONVERSION/ÉCHANGE

Conformément à la décision de l'Assemblée générale de Maisons du Monde du 3 juin 2019, le Groupe a procédé au paiement d'un dividende de 0,47 euro par action le 4 juillet 2019. Suite à cette distribution, conformément aux stipulations prévues dans les termes et conditions relatifs à l'OCEANE, le ratio de conversion/échange est porté, à compter du 4 juillet 2019, de 1,004 action à 1,012 action Maisons du Monde pour 1 OCEANE.

1.4 Perspectives

Maisons du Monde confirme ses objectifs 2019, sur la base d'une performance améliorée au second semestre, conformément à ses attentes de séquençement pour l'année. Le Groupe prévoit la poursuite d'une dynamique positive des ventes au second semestre et une augmentation de la rentabilité par rapport au premier semestre.

Nous prévoyons ainsi pour l'ensemble de l'année 2019 ⁽¹⁾ :

- la poursuite d'une croissance des ventes autour de 10 % ;
- 35-40 ouvertures brutes de magasins, dont deux tiers hors de France (incluant 5 pour Modani), et environ 10 fermetures de magasins pour repositionnement (principalement en France) ;
- une marge d'EBITDA supérieure à 13 % des ventes.

Les objectifs présentés ci-dessus se basent sur des données, des hypothèses et des estimations que le Groupe considère comme raisonnables à la date du présent Rapport financier semestriel au vu de ses perspectives économiques. Ces objectifs résultent de, et dépendent du succès de la stratégie du Groupe. Ils peuvent faire l'objet de modifications ou d'ajustements, notamment suite à l'évolution et aux incertitudes du contexte économique, financier, concurrentiel, réglementaire ou fiscal ou à d'autres facteurs sur lesquels le Groupe n'exerce aucun contrôle, ou dont le Groupe n'avait pas connaissance, à la date du présent Rapport financier semestriel.

(1) Incluant Modani et avant impact IFRS 16.



États financiers consolidés intermédiaires condensés

(Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019)

2

2.1	Compte de résultat consolidé intermédiaire	16	2.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	21
2.2	État du résultat global consolidé intermédiaire	17	2.6	Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	30
2.3	État de la situation financière consolidée intermédiaire	18	2.7	Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	36
2.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	20	2.8	Informations complémentaires	43



2.1 Compte de résultat consolidé intermédiaire

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018
Ventes de marchandises	6	566 994	509 957
Autres produits des activités ordinaires	6	15 604	12 009
Chiffre d'affaires		582 598	521 966
Coût des ventes		(203 322)	(177 271)
Charges de personnel	7	(112 401)	(102 416)
Charges externes	8	(175 826)	(200 826)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		(66 877)	(17 370)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	22	4 608	(754)
Autres produits d'exploitation	9	1 187	859
Autres charges d'exploitation	9	(3 869)	(2 940)
Résultat opérationnel courant		26 100	21 249
Autres produits et charges opérationnels	10	(3 095)	(2 739)
Résultat opérationnel		23 004	18 510
Coût de l'endettement financier net	11	(3 265)	(3 111)
Coût de l'endettement « contrats de location »	11	(6 149)	-
Autres produits financiers	11	820	867
Autres charges financières	11	(2 201)	(2 291)
Résultat financier		(10 795)	(4 534)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat avant impôt		12 210	13 975
Impôt sur le résultat	12	(6 813)	(5 911)
RÉSULTAT NET		5 397	8 064
Attribuable aux :			
• actionnaires de la société mère		6 222	7 978
• participations ne donnant pas le contrôle		(825)	86
Résultat net par action part du Groupe :			
Résultat net de base par action	13	0,14	0,18
Résultat net dilué par action	13	0,15	0,19

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018
RÉSULTAT NET		5 397	8 064
• Réévaluation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	25	(1 300)	26
• Impôt lié à des éléments qui ne seront pas recyclés		363	(6)
Éléments non recyclables en résultat		(937)	20
• Couverture de flux de trésorerie	22	11 477	25 645
• Écarts de conversion		289	145
• Impôt lié à des éléments qui seront recyclés		(3 675)	(8 830)
Éléments recyclables en résultat		8 091	16 960
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NET D'IMPÔT		7 154	16 980
RÉSULTAT GLOBAL		12 551	25 044
Attribuable aux :			
• actionnaires de la société mère		13 305	24 958
• participations ne donnant pas le contrôle		(754)	86

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.3 État de la situation financière consolidée intermédiaire

ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2019	31 décembre 2018
Goodwill	15	368 740	368 449
Autres immobilisations incorporelles	16	241 213	267 244
Immobilisations corporelles	17	154 121	159 282
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	18	657 932	-
Participations dans les sociétés mises en équivalence		0	0
Autres actifs financiers non courants	19	19 760	14 816
Impôts différés actifs	20	3 805	2 751
Instruments financiers dérivés	22	3 773	4 664
Autres actifs non courants	21	-	7 862
Actifs non courants		1 449 345	825 070
Stocks		215 833	241 229
Créances clients et autres créances		102 065	83 547
Autres actifs financiers courants		933	27
Actifs d'impôt exigible		15 129	4 310
Instruments financiers dérivés	22	14 623	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie		30 730	57 181
Actifs courants		379 313	386 294
TOTAL ACTIF		1 828 659	1 211 364

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2019	31 décembre 2018
Capital social	23	146 584	146 584
Primes d'émission	23	134 283	134 283
Réserves consolidées	23	291 729	248 946
Résultat de la période		6 222	60 050
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		578 819	589 863
Participations ne donnant pas le contrôle		(3)	752
TOTAL CAPITAUX PROPRES		578 816	590 614
Emprunts	24	50 013	53 039
Emprunt obligataire convertible	24	180 222	178 092
Dettes de location à long et moyen terme	18	534 857	-
Impôts différés passifs	20	61 792	58 180
Avantages postérieurs à l'emploi	25	10 389	8 619
Provisions	26	14 216	14 409
Autres passifs non courants	28	24 683	34 994
Passifs non courants		876 172	347 332
Emprunts et emprunt obligataire convertible	24	206	11 586
Dettes de location à court terme	18	94 916	-
Dettes fournisseurs et autres dettes	27	275 180	250 940
Provisions	26	1 778	1 128
Passifs d'impôt exigible		1 589	964
Instruments financiers dérivés	22	-	2 354
Autres passifs courants	28	-	6 450
Passifs courants		373 669	273 422
TOTAL PASSIF		1 249 841	620 754
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		1 828 659	1 211 364

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018
Résultat de la période avant impôt		12 210	13 975
Ajustements relatifs aux :			
• Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		69 451	18 794
• Plus ou moins-values de cessions	9 & 10	1 571	740
• Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		0	0
• Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	22	(4 608)	754
• Paiements fondés sur des actions		1 330	1 299
• Coût de l'endettement financier net et contrats de location	11	9 414	3 111
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité :			
• Augmentation/Diminution des stocks		25 521	(28 517)
• Augmentation/Diminution des créances clients et autres créances		(30 818)	15 401
• Augmentation/Diminution des dettes fournisseurs et autres dettes		5 639	(31 060)
Impôts versés		(18 166)	(3 207)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		71 543	(8 708)
Acquisitions d'actifs non courants :			
• Immobilisations corporelles	17	(18 571)	(14 785)
• Immobilisations incorporelles	16	(4 127)	(3 209)
• Immobilisations financières ⁽²⁾		(4 225)	-
• Acquisition de filiales, nettes de la trésorerie acquise ⁽¹⁾		-	(36 287)
• Autres actifs non courants		(717)	2 105
Variation des dettes sur immobilisations	27	(7 971)	(1 097)
Produits des cessions d'actifs non courants	9 & 10	447	1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(35 164)	(53 272)
Produits de la souscription d'emprunts	24	-	20 126
Remboursement d'emprunts	24	(10 420)	(788)
Diminution des dettes de location	18	(48 284)	-
Acquisitions (nettes) d'actions propres	23	197	(1 116)
Dividendes versés	27	-	(19 890)
Intérêts payés	24	(753)	(733)
Intérêts liés à la dette de location	18	(3 749)	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(63 009)	(2 401)
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		19	316
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(26 630)	(64 382)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		56 550	100 093
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE		29 939	36 027
Trésorerie et équivalents de trésorerie (hors découverts bancaires)		30 730	39 139
Découverts bancaires		(791)	(3 112)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		29 939	36 027

(1) En 2018, concerne l'acquisition de Modani (cf. note 1.1 « Acquisition du groupe Modani aux États-Unis » des États financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018).

(2) Acquisition des titres de la société Rhinov (cf. note 1.2).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

(en milliers d'euros)	Notes	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion			
Solde au 1^{er} janvier 2018		146 584	134 283	244 652	(481)	525 037	-	525 037
Variation de périmètre :								
<i>Acquisition de Modani</i> ⁽¹⁾		-	-	-	-	-	18 287	-
<i>Options de vente détenues par les minoritaires</i> ⁽²⁾		-	-	-	-	-	(18 287)	-
Dividendes distribués en numéraire		-	-	(19 890)	-	(19 890)	-	(19 890)
Paiements fondés sur des actions		-	-	1 299	-	1 299	-	1 299
Actions propres		-	-	(1 109)	-	(1 109)	-	(1 109)
Résultat net de la période		-	-	7 978	-	7 978	86	8 064
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	16 835	145	16 980	-	16 980
SOLDE AU 30 JUIN 2018		146 584	134 283	249 765	(336)	530 295	86	530 382
Solde au 1^{er} janvier 2019		146 584	134 283	308 641	354	589 862	752	590 613
<i>Options de vente détenues par les minoritaires</i> ⁽³⁾	28	-	-	(4 563)	-	(4 563)	-	(4 563)
Dividendes distribués en numéraire		-	-	(21 264)	-	(21 264)	-	(21 264)
Paiements fondés sur des actions	23	-	-	1 330	-	1 330	-	1 330
Actions propres	23	-	-	149	-	149	-	149
Résultat net de la période		-	-	6 222	-	6 222	(825)	5 397
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	6 865	218	7 083	71	7 154
SOLDE AU 30 JUIN 2019		146 584	134 283	297 380	572	578 819	(3)	578 816

(1) Acquisition du groupe Modani aux États-Unis (cf. note 1.1 des États financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018).

(2) Acquisition du groupe Modani aux États-Unis (cf. note 1.1 et 25 des États financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018).

(3) Revalorisation de la dette de put sur minoritaires au 30 juin 2019 (note 1.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

Maisons du Monde S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration, régie par le droit français. Son siège est situé à Le Portereau – 44120, Vertou. Les actions Maisons du Monde sont cotées sur Euronext Paris.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires condensés, préparés en application du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, concernent Maisons du Monde S.A. et ses filiales et participations dans des entreprises associées (ci-après désignés collectivement « le Groupe », et individuellement « filiale » ou « participations dans des entreprises associées »).

Le Groupe est un distributeur omnicanal en forte croissance proposant à une large clientèle essentiellement en Europe des produits d'ameublement et de décoration élégants et à prix accessibles, à travers son réseau de magasins et sa plateforme e-commerce.

Sa gamme de produits intègre une grande variété de styles et de catégories de produits d'ameublement, tant en termes de petite décoration, avec des produits tels que le linge de maison, les arts de la table et les articles de cuisine, les miroirs et les encadrements, qu'en termes de grosse décoration et d'ameublement, avec des produits tels que des grands miroirs, des lampes, des tables, des chaises, des fauteuils et canapés, des armoires, des placards, des bibliothèques et du mobilier d'extérieur.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 26 juillet 2019, qui a autorisé leur publication. Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Sommaire

Note 1	Événements significatifs	24	Note 17	Immobilisations corporelles	36
Note 2	Principes comptables et règles de consolidation	24	Note 18	Droits d'utilisation et dettes de location	37
Note 3	Estimations et jugements critiques	29	Note 19	Autres actifs financiers non courants	38
Note 4	Saisonnalité	29	Note 20	Actifs et passifs d'impôts différés	38
Note 5	Information sectorielle	30	Note 21	Autres actifs non courants	38
Note 6	Chiffre d'affaires	32	Note 22	Instruments financiers dérivés	38
Note 7	Charges de personnel	32	Note 23	Capitaux propres	39
Note 8	Charges externes	33	Note 24	Endettement net et emprunt	40
Note 9	Autres produits et charges d'exploitation	33	Note 25	Avantages postérieurs à l'emploi	42
Note 10	Autres produits et charges opérationnels	34	Note 26	Provisions	42
Note 11	Résultat financier	34	Note 27	Dettes fournisseurs et autres dettes	43
Note 12	Impôt sur le résultat	34	Note 28	Autres passifs courants et non courants	43
Note 13	Résultat net par action	35	Note 29	Instruments financiers	43
Note 14	Dividende par action	35	Note 30	Engagements hors bilan	43
Note 15	Goodwill	36	Note 31	Transactions avec les parties liées	43
Note 16	Autres immobilisations incorporelles	36	Note 32	Périmètre de consolidation	44
			Note 33	Événements postérieurs	45

Note 1 Événements significatifs

1.1 Réévaluation du put sur minoritaire

Pour rappel, en date du 3 mai 2018, le Groupe a procédé à l'acquisition d'une participation de 70 % dans Modani. Cette prise de participation majoritaire est accompagnée d'une option de vente accordée aux minoritaires exerçable pendant le second semestre 2022 ainsi que d'une option d'achat accordée au Groupe exerçable pendant le premier semestre 2023. D'un commun accord entre les parties, le prix de vente ou de rachat de la quote-part de 30 % a été fixé à la juste valeur de marché à la date d'exercice de l'option.

Au 31 décembre 2018, la dette liée à l'option de vente accordée aux minoritaires a été mesurée à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option, basée sur la valeur d'entreprise déterminée dans le cadre des travaux d'allocation du prix d'acquisition. Cette dette était comptabilisée dans le poste du bilan « Autres passifs non courants » pour un montant de 19,4 millions d'euros.

Au 30 juin 2019, la dette liée à l'option de vente accordée aux minoritaires a été réévaluée sur la base du business plan actualisé et s'élève désormais à 23,9 millions d'euros.

La variation de la juste valeur de la dette est constatée en contrepartie des capitaux propres du Groupe.

1.2 Acquisition de la société Savane Vision (« Rhinov »)

En juin 2019, le Groupe a procédé à l'acquisition d'une participation majoritaire de 70,4 % dans la société Rhinov, spécialisée dans le conseil en décoration. Cette prise de participation a été financée intégralement en cash, sans recours à un endettement additionnel.

En 2018, Rhinov a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,3 million d'euros.

Au 30 juin, le Groupe a présenté les titres de participation de la société en titres non consolidés du fait de son acquisition proche de la clôture et de l'absence d'impact significatif sur le compte de résultat et le bilan du Groupe au 30 juin 2019.

L'analyse de l'allocation du prix d'acquisition sera effectuée sur le second semestre 2019.

Note 2 Principes comptables et règles de consolidation

2.1 Bases de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019 ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Les notes annexes concernent les faits et transactions significatifs de la période, et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe de l'exercice 2018.

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019 sont en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ce référentiel est disponible sur le site Internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/commission/index_fr.

Les règles et méthodes comptables appliquées au 30 juin 2019 sont identiques à celles utilisées pour la préparation des notes annexes aux états financiers consolidés établis au 31 décembre 2018, à l'exception de celles liées à la première application des normes IFRS 16 – contrats de locations et IFRIC 23 – Comptabilisation des incertitudes à l'égard des impôts sur le résultat (cf. note 2.2).

Les données financières sont présentées en milliers d'euros. Les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf mention contraire. De façon générale, les valeurs présentées dans les états financiers consolidés sont arrondies à l'unité la plus proche. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté.

2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur

a) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019

Les nouvelles normes dont l'application a un impact pour le Groupe sont les suivantes :

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « Contrats de location », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, remplace IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées. La norme impose un mode de comptabilisation unique des contrats par les preneurs en reconnaissant un actif « Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location » et un passif « Dettes de location ». La durée de location est définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes optionnelles qui sont raisonnablement certaines d'être exercées.

Au 1^{er} janvier 2019, le Groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective simplifiée consistant à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale comme un ajustement sur les capitaux propres d'ouverture. En conséquence, les données des exercices antérieurs sont présentées conformément aux méthodes comptables appliquées précédemment, telles que présentées dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les contrats de location du Groupe portent essentiellement sur des actifs immobiliers, majoritairement des magasins, mais aussi des entrepôts et des bureaux.

À la date de transition, les mesures de simplification prévues par la norme et retenues par le Groupe sont les suivantes :

- le droit d'utilisation relatif aux contrats de location est égal au montant de la dette de location, ajusté le cas échéant du montant des loyers payés d'avance ou provisionnés relatifs à la location comptabilisée au bilan immédiatement avant la date d'application ;
- utilisation d'un taux d'actualisation unique à un ensemble de contrats ayant des caractéristiques similaires ;
- les coûts directs initiaux ne sont pas pris en compte pour évaluer le droit d'utilisation (commissions, honoraires juridiques, frais de négociation...).

À la date de transition, le Groupe a retenu les mesures d'exemptions suivantes :

- les contrats de location de biens de faible valeur sont exclus ;
- les contrats dont les durées résiduelles sont inférieures à un an sont exclus.

Aucun impact n'est comptabilisé en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019.

Aucun impôt n'a été comptabilisé au 1^{er} janvier 2019.

CONTRATS DE LOCATION CAPITALISÉS EN DATE DE PREMIÈRE APPLICATION

Dette de location

Au 1^{er} janvier 2019, le Groupe a comptabilisé une dette de location pour 639,3 millions d'euros, correspondant au montant actualisé des paiements restant à effectuer sur les contrats de locations simples identifiés au 31 décembre 2018.

La durée de location retenue a été définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes optionnelles que la Direction estime être raisonnablement certaines d'être exercées.

Les taux d'actualisation appliqués à la date de transition sont basés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un *spread* pour tenir compte des environnements économiques spécifiques à chaque pays. Ces taux d'actualisation ont été déterminés en tenant compte des durées résiduelles des contrats à compter de la date de première application, soit le 1^{er} janvier 2019 et de leur maturation.

La dette de location financement figurant au bilan du 31 décembre 2018 en dettes financières est reclassée au 1^{er} janvier 2019 sur les lignes de dettes de location non courante et courante pour un montant de 4,6 millions d'euros.

Droit d'utilisation

Au 1^{er} janvier 2019, la valeur comptable des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location simple d'un montant de 670,2 millions d'euros est égale à la dette de location, ajustée des paiements constatés d'avance ou provisionnés relatifs aux locations et nette des avantages reçus des bailleurs, comptabilisés au 31 décembre 2018.

Les éléments suivants ont été reclassés au sein du « droit d'utilisation » 1^{er} janvier 2019 :

- les droits au bail pour un montant de 28,2 millions d'euros ;
- les pas-de-porte pour un montant de 19,3 millions d'euros ;
- les franchises pour un montant de (16,5) millions d'euros.

IMPACT DE PRÉSENTATION

Les « Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location » et les « Dettes de location » sont respectivement présentés dans l'état de la situation financière consolidée sur une ligne distincte.

Les dotations aux amortissements et la charge d'intérêt qui en découlent sont respectivement comptabilisées dans le résultat opérationnel courant et dans le résultat financier sur une ligne distincte « coût de l'endettement : contrat de location ».

Au cours du premier semestre 2019, un certain nombre de sujets ont été instruits par le normalisateur afin de clarifier quelques interprétations de la norme. Toutes les conclusions de l'IASB et de l'IFRS IC relatives à ces sujets n'ont pas été publiées à date et le Groupe continue à suivre les discussions en cours qui pourraient impacter les approches retenues par le Groupe.

Les tableaux suivants présentent les impacts de la première application d'IFRS 16 sur le bilan :

ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2018	Première application IFRS 16	1 ^{er} janvier 2019 IFRS 16
Goodwill	368 449	-	368 449
Autres immobilisations incorporelles	267 244	(28 163)	239 081
Immobilisations corporelles	159 282	(4 416)	154 866
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	-	674 666	674 666
Participations dans les sociétés mises en équivalence	0	-	0
Autres actifs financiers non courants	14 816	-	14 816
Impôts différés actifs	2 751	-	2 751
Instruments financiers dérivés	4 664	-	4 664
Autres actifs non courants	7 862	(7 841)	21
Actifs non courants	825 070	634 246	1 459 315
Stocks	241 229	-	241 229
Créances clients et autres créances	83 547	(11 444)	72 103
Autres actifs financiers courants	27	-	27
Actifs d'impôt exigible	4 310	-	4 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie	57 181	-	57 181
Actifs courants	386 294	(11 444)	374 850
TOTAL ACTIF	1 211 364	622 802	1 834 167

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2018	Première application IFRS 16	1 ^{er} janvier 2019 IFRS 16
Capital social	146 584	-	146 584
Primes d'émission	134 283	-	134 283
Réserves consolidées	248 946	-	248 946
Résultat de la période	60 050	-	60 050
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	589 863	-	589 863
Participations ne donnant pas le contrôle	752	-	752
TOTAL CAPITAUX PROPRES	590 614	-	590 614
Emprunts	53 039	(3 273)	49 766
Emprunt obligataire convertible	178 092	-	178 092
Dettes de location à long et moyen terme	-	551 837	551 837
Impôts différés passifs	58 180	-	58 180
Avantages postérieurs à l'emploi	8 619	-	8 619
Provisions	14 409	-	14 409
Autres passifs non courants	34 994	(14 964)	20 030
Passifs non courants	347 332	533 600	880 932
Emprunts et emprunt obligataire convertible	11 586	(1 286)	10 300
Dettes de location à court terme	-	91 977	91 977
Dettes fournisseurs et autres dettes	250 940	(1 489)	249 450
Provisions	1 128	-	1 128
Passifs d'impôt exigible	964	-	964
Instruments financiers dérivés	2 354	-	2 354
Autres passifs courants	6 450	-	6 450
Passifs courants	273 422	89 202	362 624
TOTAL PASSIF	620 754	622 802	1 243 556
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	1 211 364	622 802	1 834 167

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat comparé IFRS 16/IAS 17 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	Retraitements IFRS 16	30 juin 2019 IAS 17
Ventes de marchandises	566 994	-	566 994
Autres produits des activités ordinaires	15 604	1 368	14 236
Chiffre d'affaires	582 598	1 368	581 230
Coût des ventes	(203 322)	-	(203 322)
Charges de personnel	(112 401)	-	(112 401)
Charges externes	(175 826)	50 071	(225 897)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	(66 877)	(47 932)	(18 945)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	4 608	-	4 608
Autres produits d'exploitation	1 187	-	1 187
Autres charges d'exploitation	(3 869)	-	(3 869)
Résultat opérationnel courant	26 100	3 507	22 593
Autres produits et charges opérationnels	(3 095)	-	(3 095)
Résultat opérationnel	23 004	3 507	19 497
Coût de l'endettement financier net	(3 265)	-	(3 265)
Coût de l'endettement « contrats de location »	(6 149)	(6 149)	-
Autres produits financiers	820	-	820
Autres charges financières	(2 201)	61	(2 262)
Résultat financier	(10 795)	(6 088)	(4 707)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultat avant impôt	12 210	(2 581)	14 791
Impôt sur le résultat	(6 813)	826	(7 639)
RÉSULTAT NET	5 397	(1 755)	7 151

Rapprochement des dettes de location à la date de transition avec les engagements hors bilan de location simple au 31 décembre 2018 :

(en millions d'euros)

Engagements donnés au titre des contrats de location simple au 31 décembre 2018	730,1
Périmètre	15,1
Effets liés à des contrats non pris en compte dans les engagements hors-bilan ⁽¹⁾	14,7
Effets liés à des contrats court terme non reconnus dans les dettes au 1 ^{er} janvier	(4,1)
Contrats de location financement pris en compte dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2018	4,6
Durée	(40,8)
Effets liés aux périodes optionnelles prises en compte dans les engagements hors-bilan et non retenues dans la dette de location	(40,8)
Dettes de location avant actualisation	704,4
Actualisation	(60,6)
Effet de l'actualisation	(60,6)
Dettes de location au 1^{er} janvier 2019 après première application d'IFRS 16	643,8

(1) *Concerne les contrats mobiliers qui n'avaient pas été présentés en engagements hors bilan compte tenu de leur caractère non significatif ainsi que les contrats immobiliers de Mekong qui avaient été omis.*

IFRIC 23 « INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Au 1^{er} janvier 2019, le Groupe a appliqué l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux ».

IFRIC 23 clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. Cette application n'a eu aucun effet sur l'évaluation des impôts courants et différés.

AUTRES TEXTES D'APPLICATION OBLIGATOIRE AU 30 JUIN 2019

- Amendement à IFRS 9 – clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative.
- Amendement à IAS 28 – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises.
- Amendement à IAS 19 – Modification du régime, réduction ou règlement.
- Améliorations annuelles du cycle 2015-2017 des IFRS.

Ces amendements et interprétations n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2019.

Non encore adoptés par l'Union européenne : néant.

b) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur applicables dans le futur, non adoptés par anticipation par le Groupe

Adoptés par l'Union européenne : néant.

NON ENCORE ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

- IFRS 17 – Contrats d'assurance.
- Modifications apportées aux références du cadre conceptuel dans les normes IFRS.
- Amendement à IFRS 3 – Regroupement d'entreprise.
- Amendements IAS 1 et IAS 8 – Modification de la définition du terme significatif.

2.3. Méthode de consolidation**2.3.1 Contrats de location**

Le Groupe reconnaît un contrat de location dès lors qu'il obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation d'un actif identifié et qu'il a un droit de contrôler cet actif. Les contrats de location du Groupe portent essentiellement sur des actifs immobiliers, majoritairement des magasins, mais aussi des entrepôts et des bureaux. Dans une moindre mesure, le Groupe loue également des biens mobiliers, principalement des équipements logistiques.

Les contrats de location sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat, pour la valeur actualisée des paiements futurs. Cela se traduit par la constatation :

- d'un actif non courant « Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location » ; et
- d'une dette de location au titre de l'obligation de paiement.

Les contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire ou d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, sont comptabilisés directement en charges.

DROIT D'UTILISATION

À la date de mise à disposition du bien, le droit d'utilisation évalué comprend : le montant initial de la dette auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, les coûts directs initiaux, les coûts estimés de remise en état de l'actif ainsi que les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur.

Le droit d'utilisation est amorti sur la durée du contrat qui correspond en général à la durée ferme du contrat en tenant compte des périodes optionnelles qui sont raisonnablement certaines d'être exercées. Les dotations aux amortissements des droits d'utilisation sont comptabilisées dans le résultat opérationnel courant.

DETTE DE LOCATION

À la date de mise à disposition du bien, la dette de location est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements futurs qui comprennent les loyers fixes, les loyers variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux défini dans le contrat, ainsi que les paiements relatifs aux options d'extension, d'achat, de résiliation ou de non-renouvellement, si le Groupe est raisonnablement certain de les exercer.

Concernant les contrats immobiliers, quand le taux implicite du contrat n'est pas facilement déterminable, le Groupe a retenu le taux marginal d'endettement pour évaluer le droit d'utilisation et la dette de loyers correspondante, qui prend notamment en compte les conditions de financement du Groupe et l'environnement économique dans lequel le contrat a été souscrit. Pour les contrats mobiliers, le Groupe a retenu le taux implicite du contrat lorsqu'il était facilement déterminable et, à défaut, le taux marginal d'endettement du Groupe.

Ultérieurement, la dette de location est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La charge d'intérêts de la période est comptabilisée dans le résultat financier.

Note 3 Estimations et jugements critiques

L'établissement des états financiers consolidés, conformément aux règles édictées par les normes IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs, passifs, produits, charges, ainsi que sur les informations données en annexe.

Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque date de clôture. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels de ces estimations peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers consolidés portent notamment sur les hypothèses retenues pour :

- la valorisation d'actifs incorporels (*goodwill* et marques) : notes 15 et 16 ;
- la valorisation du droit d'utilisation et de la dette location : note 18 ;
- les impôts différés : note 20 ;
- les instruments financiers dérivés et leur classification : note 22 ;
- les provisions pour litiges : note 26 ;
- les positions fiscales incertaines.

Le *goodwill* n'est pas amorti mais est testé pour dépréciation annuellement ou plus fréquemment lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait être déprécié (cf. note 15).

Dans le cadre de l'élaboration des états financiers intermédiaires condensés, le Groupe a recours à certaines méthodes d'évaluation spécifiques conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire :

- la charge d'impôt est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours ;
- le coût des engagements de retraite est calculé sur la base des évaluations actuarielles prévisionnelles réalisées à la clôture de l'exercice précédent. Ces évaluations sont ajustées pour tenir compte des éventuels amendements, réduction ou liquidation de régime. Par ailleurs, en cas de fluctuation de marché significative ayant un impact sur les hypothèses actuarielles (taux d'actualisation et taux d'inflation), une nouvelle évaluation des engagements de retraite est réalisée par extrapolation de l'évaluation actuarielle annuelle.

Note 4 Saisonnalité

Le marché de la décoration et de l'ameublement sur lequel le Groupe est présent est soumis à des variations saisonnières. Les résultats affichés par le Groupe sur un trimestre donné ne sont donc pas nécessairement indicatifs de ceux qu'il peut obtenir sur l'année pleine.

Les résultats trimestriels du Groupe ont fluctué par le passé et pourraient encore connaître des fluctuations importantes à l'avenir, en fonction de divers facteurs, notamment, de manière non limitative, l'offre de produits du Groupe, les ouvertures et les fermetures de magasins, le niveau des rénovations des logements ou des déménagements, le changement des dates de vacances,

la date de publication des catalogues, les délais de livraison des commandes, les conditions concurrentielles et la conjoncture économique générale.

De fait, historiquement, le Groupe enregistre un résultat opérationnel et un EBITDA plus élevé au quatrième trimestre de son exercice, ce qui correspond aux ventes de fin d'année, et il prévoit que cette tendance se poursuivra. Toutefois, les coûts fixes du Groupe, notamment les charges de personnel, loyers, frais généraux et frais de structure, sont répartis plus uniformément tout au long de l'année.

2.6 Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire

Note 5 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Conseil d'administration, qui est le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

En conséquence, un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui se livre à des activités à partir desquelles le Groupe est susceptible d'acquérir des produits, des activités ordinaires et d'encourir des charges. Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel et le résultat opérationnel de chaque secteur est régulièrement examiné par le Conseil d'administration en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'en évaluer la performance.

Les ventes, l'EBITDA, le *goodwill*, les droits d'utilisations, les autres immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles sont présentés par zone géographique. Les segments géographiques retenus sont les suivants :

- France ;
- International.

Par ailleurs, le segment siège comprend les activités de holding, y compris les actifs ne pouvant être affectés à aucun segment. Ce segment, qui n'intègre aucun chiffre d'affaires, comprend principalement les frais généraux liés aux services financier, juridique, ressources humaines et informatique ainsi que les charges liées à la conception et au design, aux achats, à la gestion de la relation client (CRM) et au merchandising.

Le Groupe définit son EBITDA annuel comme le résultat opérationnel courant avant les autres produits et charges opérationnels, déduction faite des éléments suivants :

- i) les dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations ; et
- ii) la variation de la juste valeur des instruments dérivés, qui sont tous deux sans incidence sur la trésorerie ;
- iii) les frais de pré-ouverture, encourus avant l'ouverture des nouveaux magasins.

Afin de faciliter la comparaison avec les périodes précédentes, le Groupe présente un EBITDA hors impact IFRS 16.

L'EBITDA semestriel répond à la même définition que l'EBITDA annuel mais en incluant (i) les dépenses liées au catalogue annuel au *pro rata* du montant encouru au premier semestre en 2018 et en 2019 et (ii) l'impact *pro rata temporis* au semestre de la comptabilisation intégrale de certaines taxes dans les états financiers consolidés semestriels 2018 et 2019.

L'EBITDA par zone géographique inclut :

- l'allocation de certaines charges de marketing liées au réseau de magasins et des charges liées à l'exploitation et au marketing de la plateforme e-commerce. L'allocation de ces charges par zone géographique est effectuée sur la base des Ventes (magasins et en ligne) réalisées dans chaque segment ;
- l'allocation de l'EBITDA des entités en charge de la logistique par zone géographique est effectuée sur la base des coûts des ventes respectifs.

Une analyse plus approfondie des activités « siège » a permis une allocation différente des coûts du service client et a généré une modification des données de la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, par rapport aux éléments communiqués dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le CICE est remplacé par une diminution des charges sociales. Il est donc alloué aux segments directement. Les données de la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 ont été retraitées en conséquence par rapport aux éléments communiqués dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018.

Les ventes et l'EBITDA liés à l'activité B to B (enseigne Maisons du Monde) ont été alloués en totalité au segment – France.

Ces informations sectorielles sont cohérentes avec les groupes d'UGT identifiés pour les tests de dépréciation (cf. note 15).

5.1 Compte de résultat par secteur opérationnel

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	30 juin 2018
Ventes	564 022	507 018
<i>France</i>	307 504	299 358
<i>International</i>	256 518	207 660
Coût des ventes	(203 322)	(177 271)
Marge brute	360 700	329 747
Marge brute (en %)	64,0 %	65,0 %
EBITDA	45 620	47 983
<i>France</i>	52 768	54 178
<i>International</i>	29 722	26 606
<i>Siège</i>	(36 871)	(32 801)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	(66 877)	(17 370)
Impact IFRS 16 ⁽¹⁾	47 932	-
EBIT	26 675	30 613
Juste valeur des instruments financiers dérivés	4 608	(754)
Frais de pré-ouverture	(788)	(902)
Prorata – dépenses liées aux catalogues	(7 030)	(6 905)
Prorata – taxes (IFRIC 21)	(871)	(804)
Impact IFRS 16 ⁽¹⁾	3 507	-
Résultat opérationnel courant	26 100	21 249
Autres produits et charges opérationnels	(3 095)	(2 739)
Résultat opérationnel	23 004	18 510
Résultat financier	(10 795)	(4 534)
Résultat avant impôt	12 210	13 975
Impôt sur le résultat	(6 813)	(5 911)
RÉSULTAT NET	5 397	8 064

(1) Cf. note 2.2 qui présente le compte de résultat comparé IFRS 16/IAS 17.

5.2 Actifs et passifs sectoriels

Le Groupe présente ici uniquement les actifs sectoriels dont les montants sont régulièrement analysés par le Comité exécutif, sous la supervision du Conseil d'administration.

(en milliers d'euros)	30 juin 2019			
	France	International	Siège	Total
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	323 663	207 361	233 050	764 074
Droits d'utilisation	388 427	261 917	7 588	657 932
Actifs non sectoriels	n/a	n/a	n/a	406 652
TOTAL ACTIF	n/a	n/a	n/a	1 828 659

(1) Goodwill, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

(en milliers d'euros)	30 juin 2018			
	France	International	Siège	Total
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	344 907	203 117	233 467	781 491
Actifs non sectoriels	n/a	n/a	n/a	343 742
TOTAL ACTIF	n/a	n/a	n/a	1 125 233

(1) Goodwill, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

Note 6 Chiffre d'affaires

6.1 Détail du chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	30 juin 2018
Ventes	564 022	507 018
Ventes aux franchises et ventes promotionnelles	2 972	2 939
Ventes de marchandises	566 994	509 957
Participation aux frais de livraison	12 642	10 482
Prestations logistiques	608	499
Autres services	2 308	1 025
Produits divers	47	3
Autres produits des activités ordinaires	15 604	12 009
CHIFFRE D'AFFAIRES	582 598	521 966

6.2 Ventes par canal

(en milliers d'euros)	30 juin 2019			30 juin 2018		
	Maisons du Monde	Modani	Total	Maisons du Monde	Modani	Total
Magasins	396 970	18 142	415 112	380 975	5 264	386 239
Web	146 796	2 114	148 910	120 194	585	120 779
VENTES	543 766	20 256	564 022	501 169	5 849	507 018

6.3 Ventes par catégories

(en milliers d'euros)	30 juin 2019			30 juin 2018		
	Maisons du Monde	Modani	Total	Maisons du Monde	Modani	Total
Décoration	285 572	203	285 775	264 325	-	264 325
Meubles	258 193	20 054	278 247	236 844	5 849	242 693
VENTES	543 766	20 256	564 022	501 169	5 849	507 018

Note 7 Charges de personnel

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	30 juin 2018
Traitements et salaires	(80 715)	(73 610)
Charges sociales	(24 106)	(22 458)
Paiements fondés sur des actions (charges sociales comprises) ⁽¹⁾	(1 812)	(960)
Participation et intéressement des salariés (charges sociales comprises)	(4 954)	(4 560)
Avantages postérieurs à l'emploi – Régime à prestations définies	(813)	(827)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(112 401)	(102 416)

(1) Les charges sociales relatives aux paiements fondés sur des actions s'élevaient à 0,3 million d'euros pour le premier semestre 2019 contre 0,1 million d'euros pour le premier semestre 2018.

L'effectif moyen de salariés équivalent temps plein (ETP) est de 6 595 pour le premier semestre 2019 contre 6 212 pour le premier semestre 2018.

Note 8 Charges externes

Les charges externes s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Énergie et autres fournitures non stockées	(11 076)	(11 377)
Loyers et charges afférentes	(13 005)	(57 957)
Locations	(3 885)	(4 282)
Entretien et réparations	(9 786)	(8 549)
Assurance	(901)	(901)
Personnel extérieur	(10 832)	(11 142)
Publicité et marketing	(29 065)	(25 932)
Honoraires	(5 446)	(5 942)
Transport	(69 621)	(55 680)
Frais postaux et de télécommunications	(2 837)	(2 602)
Frais de déplacements et de réceptions	(4 972)	(4 149)
Services bancaires	(4 051)	(3 263)
Impôts et taxes	(7 153)	(7 545)
Autres charges externes	(3 197)	(1 505)
TOTAL DES CHARGES EXTERNES	(175 826)	(200 826)

La variation enregistrée sur les loyers et charges afférentes et les locations est essentiellement liée à IFRS 16 (50,1 millions d'euros). Les loyers et charges afférentes résiduels correspondent aux loyers variables, aux loyers des contrats de location non retraités (courte durée) ainsi qu'aux charges locatives. Les locations résiduelles concernent les contrats mobiliers court terme, pour des biens de faible valeur ou bien des contrats pour lesquels le Groupe n'obtient pas la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation de l'actif.

Les autres charges externes sont constituées pour 2019 de charges de sous-traitance logistique Modani pour 1,9 million d'euros et d'autres éléments non significatifs individuellement. Pour 2018, elles ne sont composées que d'éléments non significatifs individuellement.

Note 9 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Frais de pré-ouverture	(788)	(902)
Plus ou moins-values de cessions ⁽¹⁾	(1 075)	(551)
Litiges et pertes d'origine commerciale	(444)	(168)
Loyers et charges afférentes ⁽¹⁾	(24)	(71)
Autres produits et charges d'exploitation	(350)	(389)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	(2 682)	(2 081)

(1) Se rapporte aux magasins repositionnés dans la même zone.

Note 10 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Plus ou moins-values de cessions ⁽¹⁾	(141)	(198)
Provisions pour fermetures de magasins ⁽¹⁾	(1 028)	(230)
Charges de restructuration	(460)	(203)
Coûts liés à l'acquisition de Modani	-	(794)
Autres ⁽²⁾	(1 465)	(1 314)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	(3 095)	(2 739)

(1) Se rapporte aux magasins fermés ou en cours de fermeture et non repositionnés dans la même zone.

(2) Correspond principalement :

- aux coûts relatifs au Capital Markets Day (0,8 million) ;
- aux frais d'acquisition de la société Rhinov (0,1 million) ;
- une provision pour risque dans le cadre d'un litige commercial en France (0,5 million).

Note 11 Résultat financier

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Intérêts sur crédit à long terme	(397)	(349)
Intérêts sur emprunt obligataire convertible	(2 244)	(2 192)
Intérêts sur emprunts, y compris facilité de crédit renouvelable	(628)	(577)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	21
Intérêts courus sur découverts bancaires	(2)	(13)
Coût de l'endettement net	(3 265)	(3 111)
Contrats de location-financement	-	(37)
Intérêts sur la dette de location	(6 149)	-
Gains et pertes de change	(45)	(393)
Commissions	(1 319)	(1 028)
Autres produits et charges financiers	(21)	34
RÉSULTAT FINANCIER	(10 795)	(4 534)

Note 12 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Impôts exigibles	(7 592)	(6 200)
Impôts différés	779	289
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	(6 813)	(5 911)

Note 13 Résultat net par action

13.1 Résultat net de base par action

<i>(en milliers d'euros, sauf mention contraire)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de la société mère	6 222	7 978
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, net d'autocontrôle <i>(en milliers)</i>	44 985	45 213
RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTION <i>(en euros)</i>	0,14	0,18

Le nombre d'actions ordinaires n'a pas varié au cours du premier semestre 2019. La variation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires provient du retraitement des actions d'autocontrôle dont le nombre a évolué au cours de la période (cf. note 23).

13.2 Résultat net dilué par action

Le capital social du Groupe au 30 juin 2019 est composé uniquement des actions ordinaires de Maisons du Monde S.A.

Le résultat net dilué par action tient compte du nombre moyen pondéré d'actions de performance octroyées aux salariés (cf. note 23) et des obligations convertibles (cf. note 24).

<i>(en milliers d'euros, sauf mention contraire)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Résultat dilué de la période attribuable aux actionnaires de la société mère ⁽¹⁾	7 641	9 317
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, net d'autocontrôle <i>(en milliers)</i>	44 985	45 213
Dilution sur actions de performance	371	243
Dilution sur obligations convertibles en actions ⁽²⁾	4 116	4 101
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires retraité, net d'autocontrôle <i>(en milliers)</i>	49 473	49 557
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION <i>(en euros)</i>	0,15	0,19

(1) Pour le calcul du résultat par action, le résultat net de la période a été retraité des intérêts sur l'emprunt obligataire convertible.

(2) Actions qui pourraient être créées en cas de conversion de l'intégralité des obligations émises par le Groupe.

Note 14 Dividende par action

Au titre de l'exercice 2018, un dividende ordinaire de 0,47 euro par action a été attribué lors de l'Assemblée générale du 3 juin 2019 et mis en paiement le 4 juillet 2019 pour un montant global de 21 264 milliers d'euros. Le dividende au titre des actions que le Groupe détenait en propre lors du détachement du dividende n'a

pas été versé. Ainsi, les sommes correspondantes aux dividendes non versés aux actions auto-détenues, seront affectées au compte « report à nouveau » et le montant global du dividende sera ajusté en conséquence.

2.7 Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire

Note 15 Goodwill

La Direction évalue la performance de l'entreprise en fonction de la zone géographique. Par conséquent, elle affecte le *goodwill* au niveau de la zone géographique concernée. Pour le Groupe, les zones géographiques identifiées sont la France et l'International. Le tableau ci-dessous fournit une synthèse de la répartition du *goodwill* :

(en milliers d'euros)	France	International	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2018	240 949	80 234	321 183
Acquisitions	-	44 805	44 805
Écarts de conversion	-	2 461	2 461
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	240 949	127 500	368 449
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2019	240 949	127 500	368 449
Écarts de conversion	-	291	291
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2019	240 949	127 791	368 740

Le test de dépréciation effectué au 31 décembre 2018 n'a pas mis en évidence de perte de valeur nécessitant la comptabilisation d'une provision pour dépréciation du *goodwill*. Au 30 juin 2019, le Groupe considère que les hypothèses utilisées pour évaluer la

valeur recouvrable du *goodwill* au 31 décembre 2018 ne sont pas substantiellement modifiées.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au titre du premier semestre 2019.

Note 16 Autres immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2019, le Groupe considère que les hypothèses utilisées pour évaluer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles (la marque « Maisons du Monde » essentiellement) au 31 décembre 2018 ne sont pas modifiées substantiellement, et rien n'indique qu'une perte de valeur doit être comptabilisée au 30 juin 2019.

Note 17 Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Valeur brute des immobilisations corporelles	358 013	361 103
Montant cumulé des amortissements	(203 888)	(201 821)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2019	154 125	159 282

Note 18 Droits d'utilisation et dettes de location

18.1 Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation des biens corporels tels que définis en note 2.2 ont les valeurs nettes suivantes :

(en milliers d'euros)	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	-	-	-	-
Transfert lié à IFRS 16	(62)	1 680	2 798	4 416
Première application d'IFRS 16	665 453	3 776	1 021	670 250
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2019	665 391	5 456	3 819	674 666
Acquisitions	29 722	1 393	871	31 986
Cessions	-	-	-	-
Amortissements	(46 999)	(984)	(662)	(48 645)
Dépréciations (dotations/reprises)	-	-	-	-
Autres	16	275	(277)	14
Écarts de conversion	(88)	-	-	(88)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2019	648 041	6 140	3 751	657 932

18.2 Dettes de location

Les variations de la dette de location se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Effet sur la trésorerie		Sans effet sur la trésorerie				30 juin 2019	
	31 décembre 2018	Augmentation	Diminution	Dettes de location	Intérêts	Effet des variations de change		Autres
Dettes de location	-	-	(48 284)	676 894	1 231	(13)	(54)	629 773
TOTAL DETTES DE LOCATION	-	-	(48 284)	676 894	1 231	(13)	(54)	629 773

La ventilation par devise de la dette de location se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2019				Total
	EUR	CHF	USD	VND	
Dettes de location	579 229	13 215	27 723	9 606	629 773
TOTAL DETTES DE LOCATION	579 229	13 215	27 723	9 606	629 773

Au 30 juin 2019, les échéances de la dette de location s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Échéance au 30 juin 2019			Total
	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Dettes de location	94 916	317 081	217 776	629 773
TOTAL DETTES DE LOCATION	94 916	317 081	217 776	629 773

Au 30 juin 2019, la dette de location porte intérêts sur un taux fixe.

Note 19 Autres actifs financiers non courants

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Titres de sociétés ⁽¹⁾	6 470	2 245
Autres actifs financiers ⁽²⁾	13 290	12 571
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	19 760	14 816

(1) Les titres de sociétés correspondent principalement à des participations dans des Groupements d'Intérêt Économique acquises lors de l'ouverture de magasins pour 2,2 millions d'euros et à la valorisation des titres de la société Rhinov (cf. note 1.2).

(2) Les autres actifs financiers concernent principalement les dépôts et cautionnements versés ou accordés aux bailleurs des magasins, des entrepôts, du siège social et des usines pour 11,6 millions d'euros.

Note 20 Actifs et passifs d'impôts différés

L'analyse des actifs et des passifs d'impôts différés est la suivante :

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Impôts différés actifs	3 805	2 751
Impôts différés passifs	(61 792)	(58 180)
TOTAL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS/PASSIFS	(57 986)	(55 428)

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale (entité juridique ou groupe d'intégration fiscale) et que la réglementation fiscale applicable autorise cette compensation pour l'impôt exigible.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des déficits reportables dans la mesure où il est probable que l'avantage fiscal

qui leur est associé se réalisera. Compte tenu des prévisions budgétaires, le Groupe a activé l'intégralité des déficits reportables. Ils s'élèvent à 0,5 million d'euros au 30 juin 2019, contre 0,7 million d'euros au 31 décembre 2018.

Note 21 Autres actifs non courants

Les « Autres actifs non courants » correspondaient aux droits au bail désignés sous le terme « Pas-de-porte », qui étaient comptabilisés en tant que loyers selon le mode linéaire sur la durée estimée du bail. Le solde des « Pas-de-porte » au 31 décembre 2018 a été reclassé en droits d'utilisation au 1^{er} janvier 2019.

Note 22 Instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés est ventilée comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de change à terme	18 396	-	4 664	2 354
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	18 396	-	4 664	2 354

Tous les contrats sont destinés à couvrir l'acquisition de marchandises en US dollars. Ces instruments financiers dérivés ont une valeur nominale totale de 417,9 millions d'US dollars au 30 juin 2019 contre 417,1 millions d'US dollars au 31 décembre 2018.

Le montant enregistré directement en capitaux propres au 30 juin 2019 s'élève à 11,5 millions d'euros. Il correspond à la valorisation

des contrats en cours à la date de clôture, qui sont destinés à couvrir les flux prévisionnels. Le montant comptabilisé au compte de résultat, dans le résultat courant, pour un total de 4,6 millions d'euros correspond à la valeur temporelle de la variation de la juste valeur des instruments de couverture (composante « report/déport »).

Note 23 Capitaux propres

23.1 Actions

Au 30 juin 2019, le capital social se compose de 45 241 894 actions ordinaires de Maisons du Monde S.A. Sur la base d'une valeur nominale de 3,24 euros par action, le capital social de Maisons du Monde S.A. s'élève ainsi à 146 583 736,56 euros au 30 juin 2019.

23.2 Actions propres

Les actions propres désignent les actions de Maisons du Monde S.A. détenues par le Groupe en vertu d'un contrat de liquidité, dans le respect de la charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers (charte AMAFI) et approuvée par l'Autorité des marchés financiers, ou bien dans le cadre de plans de rachats affectés aux plans d'actions gratuites de performance.

Au 30 juin 2019, le Groupe détient 65 809 actions propres dans le cadre de ce contrat de liquidité contre 73 022 actions propres au 31 décembre 2018. Le Groupe détient également 191 193 actions propres dans le cadre de plans de rachats affectés aux plans d'actions gratuites de performance.

23.3 Paiements fondés sur des actions

a) Nouveau plan d'attribution d'actions de performance n° 5

La 13^e résolution adoptée par l'Assemblée générale extraordinaire tenue le 19 mai 2017 autorise le Conseil d'administration à attribuer des actions gratuites aux salariés du Groupe, dans la limite de 2 % du capital de la Société sur une période de 38 mois. En vertu de cette autorisation, le Conseil d'administration a adopté le « Plan d'actions

gratuites n° 5 » en deux fois en date du 9 mai 2019 (5a) et en date du 24 juin 2019 (5b), qui prévoit l'attribution de 265 344 actions de performance à 398 salariés en France et à l'étranger.

L'attribution d'actions de performance est soumise aux conditions suivantes :

- une exigence d'emploi continu au sein du Groupe au cours de la période d'acquisition : les actions attribuées à un bénéficiaire ne seront finalement acquises que si ce dernier a été employé au sein de l'une des sociétés du Groupe pendant la période d'acquisition, calculée à compter de la date d'attribution, fixée à 36 mois, soit le 9 mai 2022 (5a) et le 24 juin 2022 (5b). En cas de décès, d'invalidité ou de départ à la retraite, le bénéficiaire conserve ses droits, n'étant plus soumis à l'exigence d'emploi continu ;
- une exigence de performance basée sur le niveau des ventes, de l'EBITDA pour tous les bénéficiaires ;
- une exigence de performance supplémentaire pour les membres du Comité exécutif, liée au niveau du bénéfice par actions.

Les actions attribuées peuvent être des actions émises via une augmentation de capital réalisée par la Société au plus tard à la date d'acquisition définitive ou des actions rachetées par la Société sur le marché avant cette date.

b) Informations sur la juste valeur d'attribution des actions de performance

Les conditions de performance définies sont réputées avoir été pleinement remplies à la date de valorisation pour les plans n° 4 et n° 5. Elles sont connues pour les plans n° 2 et n° 3.

	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5a	Plan n° 5b
	16 décembre 2016	19 mai 2017	18 mai 2018	9 mai 2019	24 juin 2019
Durée du plan	3 ans	2,59 ans	2,59 ans	3 ans	3 ans
Juste valeur des actions de performance (en euros)	22,51	31,28	33,61	15,49	18,35

Sur le premier semestre 2019, dans le cadre des plans d'attribution d'actions de performance, une charge de 1,3 million d'euros (hors charges sociales) a été comptabilisée au compte de résultat (contre 1,3 million d'euros en juin 2018), en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, au sein :

- des autres charges opérationnelles pour la quote-part relative à certains cadres qui ont quitté le Groupe (cf. note 10) ;
- des charges de personnel pour la quote-part relative aux autres salariés (cf. note 7).

c) Plan d'options de souscription d'actions

Conformément aux conditions de l'acquisition de Modani, il a été attribué des stock-options portant sur les titres de Modani Holdings LLC, pour un montant représentant 1,35 % du capital social de cette entité au 31 décembre 2018. Cette attribution a été réalisée au bénéfice de 3 salariés et sera réglée, à l'issue de la période d'acquisition, en trésorerie.

Les stock-options sont acquises progressivement et de manière définitive sur une période de 48 mois, à compter du 1^{er} juillet 2018. Leur acquisition n'est pas sujette à d'autre condition que celle de la présence des bénéficiaires.

Sur le premier semestre 2019, dans le cadre des plans d'attribution de stock-options, une charge de 0,2 million d'euros a été comptabilisée au compte de résultat, au sein des charges de personnel (cf. note 7), en contrepartie d'une dette au profit des bénéficiaires.

Note 24 Endettement net et emprunt

24.1 Endettement net

Les variations des emprunts et autres dettes financières se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	Effet sur la trésorerie		Sans effet sur la trésorerie			Effet des variations de change	30 juin 2019
		Augmentation	Diminution	Frais d'émission	Dettes de location	Intérêts		
Emprunt obligataire convertible	177 791	-	-	156	-	2 088	-	180 035
Ligne de crédit à long terme	49 633	-	(316)	82	-	314	-	49 714
Facilités de crédit renouvelables	9 275	-	(10 344)	162	-	336	-	(571)
Autres emprunts	373	-	(506)	39	-	91	3	-
Locations-financements	4 559	-	-	-	(4 559)	-	-	-
Dépôts et cautionnements	471	-	-	-	-	-	-	471
Découverts bancaires	615	176	-	-	-	-	-	791
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(57 181)	-	26 450	-	-	-	-	(30 730)
TOTAL ENDETTEMENT NET	185 536	176	15 285	440	(4 559)	2 829	3	199 710

La dette de location financement d'un montant de 4 559 milliers d'euros au 31 décembre 2018 a été reclassée en dettes de location (cf. note 18).

La ventilation par devise de l'endettement net se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2019							
	EUR	CHF	GBP	USD	IDR	INR	VND	Total
Emprunt obligataire convertible	180 035	-	-	-	-	-	-	180 035
Ligne de crédit à long terme	49 714	-	-	-	-	-	-	49 714
Facilités de crédit renouvelables	(571)	-	-	-	-	-	-	(571)
Autres emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	471	-	-	-	-	-	-	471
Découverts bancaires	791	-	-	-	-	-	-	791
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(22 976)	(2 023)	(1 002)	(4 057)	(12)	(38)	(622)	(30 730)
TOTAL ENDETTEMENT NET	207 464	(2 023)	(1 002)	(4 057)	(12)	(38)	(622)	199 710

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018							
	EUR	CHF	GBP	USD	IDR	INR	VND	Total
Emprunt obligataire convertible	177 791	-	-	-	-	-	-	177 791
Ligne de crédit à long terme	49 633	-	-	-	-	-	-	49 633
Facilités de crédit renouvelables	9 275	-	-	-	-	-	-	9 275
Autres emprunts	-	-	-	373	-	-	-	373
Locations-financements	4 559	-	-	-	-	-	-	4 559
Dépôts et cautionnements	471	-	-	-	-	-	-	471
Découverts bancaires	615	-	-	-	-	-	-	615
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(48 546)	(845)	(2 386)	(5 004)	(7)	(31)	(361)	(57 180)
TOTAL ENDETTEMENT NET	193 798	(845)	(2 386)	(4 631)	(7)	(31)	(361)	185 537

a) Emprunt obligataire convertible

Le 6 décembre 2017, Maisons du Monde avait procédé à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance décembre 2023. Les Obligations portent intérêt à un taux annuel de 0,125 % par an.

Au 30 juin 2019:

- le solde de l'emprunt obligataire convertible, net de frais, est de 180 millions d'euros ;
- le taux d'intérêt effectif s'élève à 2,55 % et la charge financière à 2,2 millions d'euros (effet de la désactualisation de la dette selon la méthode du taux d'intérêt effectif).

Au cours de la période 2019, aucune obligation n'a été convertie ou remboursée.

b) Facilités de crédit senior (« ligne de crédit à long terme » et « RCF ») et facilité de crédit renouvelable additionnelle (« RCF additionnel »)

Les facilités de crédit senior comprennent une ligne de crédit à long terme à hauteur de 50 millions d'euros ainsi qu'une facilité de crédit renouvelable (« RCF ») de 75 millions d'euros (non utilisée au 30 juin 2019).

La facilité de crédit additionnelle s'élève à 75 millions d'euros (non utilisée au 30 juin 2019).

Les charges financières correspondantes se répartissent comme suit :

	Charges financières			
	Taux d'intérêt	Marge	Frais d'engagement	Frais d'utilisation
Ligne de crédit à long terme	Euribor 6 mois	1,25 %	n/a	n/a
Facilité de crédit renouvelable – montant disponible	n/a	n/a	0,44 %	n/a
Facilité de crédit renouvelable – montant utilisé				
<i>Moins de 25 M€</i>	<i>Euribor 1, 3 ou 6 mois ⁽¹⁾</i>	1,25 %	n/a	0,1 %
<i>De 25 M€ à 50 M€</i>				0,2 %
<i>Plus de 50 M€</i>				0,4 %

(1) La durée Euribor retenue dépend de la période de taux d'intérêt applicable au montant utilisé.

La marge a été révisée à 1,0 % en date du 6 avril 2018, puis à 1,25 % en date du 26 septembre 2018.

Les facilités de crédit renouvelables sont conditionnées au respect d'un ratio de levier d'endettement, qui est le rapport entre l'endettement net total au dernier jour de la période considérée et l'EBITDA consolidé *pro forma* pour cette même période, est respecté au 30 juin 2019.

24.2 Échéance des emprunts

Au 30 juin 2019, les échéances des emprunts s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Échéance au 30 juin 2019			Total
	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Emprunt obligataire convertible	(187)	180 222	-	180 035
Ligne de crédit à long terme	(126)	49 841	-	49 714
Facilités de crédit renouvelables	(273)	(299)	-	(571)
Dépôts et cautionnements	-	-	471	471
Découverts bancaires	791	-	-	791
TOTAL EMPRUNTS	206	229 764	471	230 441

24.3 Taux fixe et taux variable

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Taux variable	50 561	64 868
Taux fixe	179 879	177 848
TOTAL EMPRUNTS	230 441	242 717

Les emprunts à taux variables comprennent la ligne de crédit à long terme, les facilités de crédit renouvelables, les locations financement (au 31 décembre 2018 uniquement) et les découverts bancaires.

Note 25 Avantages postérieurs à l'emploi

La provision pour avantages postérieurs à l'emploi concerne les régimes de retraite à prestations définies.

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	31 décembre 2018
France	3 529	2 796
Suisse	516	364
Italie	6 344	5 459
ENGAGEMENTS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES	10 389	8 619

La hausse enregistrée sur la période est essentiellement due à une baisse des taux d'actualisation en Europe.

Note 26 Provisions

(en milliers d'euros)	Provisions pour litiges commerciaux	Provisions pour litiges avec des salariés	Provisions relatives aux magasins (fermeture et litiges sur baux commerciaux)	Provisions fiscales	Autres	Total
Solde au 1^{er} janvier 2018	12 699	824	257	119		13 899
Provisions supplémentaires	730	721	48	26	1 000	2 524
Reprises de montants non utilisés	(278)	(119)	(93)	-	-	(491)
Reprises de montants utilisés	(137)	(126)	(134)	-	-	(396)
Solde au 31 décembre 2018	13 014	1 300	78	145	1 000	15 537
<i>Dont non courant</i>	<i>13 014</i>	<i>1 201</i>	<i>49</i>	<i>145</i>	<i>-</i>	<i>14 409</i>
<i>Dont courant</i>	<i>-</i>	<i>99</i>	<i>29</i>	<i>-</i>	<i>1 000</i>	<i>1 128</i>
Solde au 1^{er} janvier 2019	13 014	1 300	78	145	1 000	15 537
Provisions supplémentaires	590	426	171	-	-	1 186
Reprises de montants non utilisés	(52)	(382)	(1)	(72)	-	(508)
Reprises de montants utilisés	-	(199)	(22)	-	-	(221)
SOLDE AU 30 JUIN 2019	13 552	1 144	225	73	1 000	15 994
<i>Dont non courant</i>	<i>13 052</i>	<i>1 043</i>	<i>50</i>	<i>73</i>	<i>-</i>	<i>14 216</i>
<i>Dont courant</i>	<i>500</i>	<i>100</i>	<i>178</i>	<i>-</i>	<i>1 000</i>	<i>1 778</i>

Note 27 Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Dettes fournisseurs	148 097	123 776
Dividendes à verser	21 264	-
Avances sur commandes clients	34 570	37 490
Dettes sociales et fiscales	56 402	71 756
Dettes sur immobilisations	3 540	11 511
Produits constatés d'avance	11 310	6 407
TOTAL DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	275 180	250 940

Les produits constatés d'avance concernent essentiellement des marchandises non livrées.

Note 28 Autres passifs courants et non courants

Les « Autres passifs courants » correspondaient au 31 décembre 2018 au complément de prix lié à l'acquisition de Modani qui a été payé en totalité sur le premier semestre 2019.

Les « Autres passifs non courants » correspondent essentiellement à la dette correspondant à l'option de vente détenue par les minoritaires (23,9 millions d'euros au 30 juin 2019 contre

19,4 millions d'euros au 31 décembre 2018). Cette dette est évaluée à la juste valeur (cf. note 1.1). Suite à la mise en œuvre d'IFRS 16, le solde des franchises de loyers consenties par les bailleurs a été reclassé en moins du droit d'utilisation (la part non courante représentait 15,2 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Note 29 Instruments financiers

Au 30 juin 2019, la valeur nette comptable des actifs et des passifs financiers est égale à leur juste valeur, à l'exception de la ligne de crédit à long terme et des facilités de crédit renouvelables qui sont

comptabilisées au coût amorti. Les instruments financiers dérivés (cf. note 22) sont évalués à la juste valeur sur la base d'une méthode d'évaluation fondée sur les données de marché observables.

2.8 Informations complémentaires

Note 30 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont présentés à la note 36 des États financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Suite à la mise en œuvre d'IFRS 16, les engagements hors bilan présentés en note 36.2 des États financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont modifiés. Une réconciliation est présentée en note 2.2.

Il n'y a pas eu d'autre modification significative des engagements hors bilan entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019.

Note 31 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont présentées en note 37 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Il n'y a pas eu de modification significative des transactions avec les parties liées entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019.

Note 32 Périmètre de consolidation

Le tableau ci-dessous liste les filiales du Groupe et montre la participation détenue par Maisons du Monde S.A. dans chaque entité au 30 juin 2019.

Au 30 juin 2019, 41 sociétés ont été intégrées dans les comptes consolidés (40 en 2018) et 4 mises en équivalence (4 également en 2018).

Filiale	Activité	Pays d'origine	Méthode de consolidation	30 juin 2019		Au 31 décembre 2018	
				Contr. (en %)	Part. (en %)	Contr. (en %)	Part. (en %)
Maisons du Monde S.A.	Holding – Entité mère	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde France	Magasins de meubles et de décoration/ Principal acheteur	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Belgique	Magasins de meubles et de décoration	Belgique	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Espagne	Magasins de meubles et de décoration	Espagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Italie	Magasins de meubles et de décoration	Italie	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Luxembourg	Magasins de meubles et de décoration	Luxembourg	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Allemagne	Magasins de meubles et de décoration	Allemagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Suisse	Magasins de meubles et de décoration	Suisse	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Portugal ⁽¹⁾	Magasins de meubles et de décoration	Portugal	Intégr. globale	100 %	100 %	n.a	n.a
MDM Furniture & Decoration	Magasins de meubles et de décoration	Royaume-Uni	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distrimag	Logistique entrepôts et préparation des commandes	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distri-Traction	Traction des conteneurs du port vers les entrepôts	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distri-Meubles ⁽²⁾	Livraisons aux clients	France	Intégr. globale	0 %	0 %	100 %	100 %
Chin Chin Limited	Holding	Hong Kong	Mise en équivalence	50 %	50 %	50 %	50 %
Shanghai Chin Chin Furnishing ⁽³⁾	Usine de fabrication de meubles	Chine	Mise en équivalence	50 %	50 %	50 %	50 %
Mekong Furniture	Usine de fabrication de meubles	Vietnam	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
International MDM	Entité inactive	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
International MGL	Entité inactive	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde USA	Holding	États-Unis	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Modani Holdings LLC	Holding et fonctions support	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Atlanta LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Boca Raton LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Brickell LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Chicago LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Dallas LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Doral LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Frisco LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Fort Lauderdale LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %

Filiale	Activité	Pays d'origine	Méthode de consolidation	30 juin 2019		Au 31 décembre 2018	
				Contr. (en %)	Part. (en %)	Contr. (en %)	Part. (en %)
Modani King of Prussia LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Paramus LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Houston LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Los Angeles LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Miami LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani New York LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani New York Midtown LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani OC LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani San-Francisco LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani San Diego LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Tampa LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	n.a	n.a
Modani West Palm Beach LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Urbanmod LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
SNS Imports LLC	Logistique entrepôts et préparation des commandes	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Maisons du Monde Holdings LLC	Holding	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Maisons du Monde Wynwood LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %

(1) Société créée sur le premier semestre 2019.

(2) Société fusionnée avec Distrimag sur le premier semestre 2019.

(3) Sous palier de consolidation qui regroupe Shanghai Chin Chin Furnishing, Wujiang Chin Chin Furniture et Wujiang Henghui Machinery.

Note 33 Événements postérieurs

Le Groupe n'a pas identifié d'autres événements significatifs postérieurs au 30 juin 2019 que celui décrit ci-dessous.

33.1 Modification du ratio de conversion/échange

Conformément à la décision de l'Assemblée générale ordinaire de Maisons du Monde S.A. en date du 3 juin 2019, le Groupe a procédé au paiement d'un dividende de 0,47 euro par action le 4 juillet 2019.

Suite à cette distribution, conformément aux stipulations prévues à l'article 2.6.(B).10 des termes et conditions (*Terms & Conditions*)

relatifs à l'OCEANE, le ratio de conversion/échange (Conversion/Exchange Ratio, tel que défini dans les *Terms & Conditions*) est porté, à compter du 4 juillet 2019 de 1,004 action à 1,012 action Maisons du Monde S.A. pour 1 OCEANE (déterminé avec les trois décimales par arrondi au millième le plus proche). La date de prise d'effet de ce nouveau ratio est le 4 juillet 2019.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société MAISONS DU MONDE SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la sous-partie « Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019 » au sein de la note 2.2 « Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur » et en particulier au changement de méthode présenté au paragraphe IFRS 16 « Contrats de location » qui présente les modalités retenues et les incidences de la première application de celle-ci au 1^{er} janvier 2019.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Nantes et Paris - La Défense, le 2 août 2019

Les Commissaires aux comptes,

KPMG Audit
Département de KPMG SA
Gwénaél Chedaleux

Deloitte & Associés
Jean Paul Seguret

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

2

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2019 ont été établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société et de l'ensemble des sociétés qui entrent dans son périmètre de consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente une image fidèle des événements significatifs survenus au cours des six premiers mois de l'exercice, de leur impact sur les états financiers, et des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 2 août 2019

Julie Walbaum

Directrice générale



Société anonyme
à Conseil d'administration
au capital de 146 583 736,56 €
793 906 728 RCS Nantes
Le Portereau - 44120 Vertou
France
Tél. : +33 (0)2 51 71 17 17